

Le texte prononcé fait foi

Le budget de 2019 : Investir dans la classe moyenne

Le 19 mars 2019

Merci, Monsieur le Président.

La semaine dernière, alors que j'étais dans ma ville natale de Toronto, j'ai eu l'occasion de visiter des jeunes au Repaire jeunesse – mieux connu localement sous le nom de Boys and Girls Club – du quartier Regent Park.

C'était la semaine de relâche la semaine dernière, donc les jeunes voulaient surtout s'amuser, comme les enfants de leur âge devraient le faire.

Toutefois, avec leurs questions et leurs simples interactions, il m'est paru évident qu'ils se souciaient beaucoup de leurs compagnons, de leur communauté et du monde qui les entourent.

Il s'agissait d'un bon rappel de ce qui est en jeu, et des personnes qui comptent sur nous pour bien faire les choses qui comptent.

Aujourd'hui, je suis heureux de vous faire part du quatrième budget de notre gouvernement, qui porte le titre *Investir dans la classe moyenne*.

Ce titre ne devrait surprendre personne, Monsieur le Président, parce que nos investissements dans la classe moyenne remontent au premier jour de notre mandat... et nous avons continué sur cette lancée depuis ce jour.

Investir dans la classe moyenne signifie de bons emplois bien rémunérés dès aujourd'hui et la promesse d'un avenir meilleur, même dans un monde marqué par le changement.

Cela signifie bâtir un Canada meilleur, un pays plus fort et mieux connecté.

Cela signifie apporter les vrais changements pour lesquels les Canadiens nous ont élus.

Et, en plus de tout cela, il y a la relation la plus importante que notre pays entretiendra, celle avec les peuples autochtones.



Monsieur le Président, pour mieux discuter de l'avenir, je crois qu'il est utile de consacrer quelques instants pour se rappeler d'où nous venons.

Lorsque nous avons pris le pouvoir à l'automne 2015, le taux de chômage était obstinément élevé, les salaires étaient stagnants et la confiance des consommateurs était à la baisse.

Voilà les faits, Monsieur le Président.

Lorsque le moment est venu pour les Canadiens de choisir le type de pays où ils voulaient élever leur famille et prendre de l'âge, et le type de pays qu'ils voulaient léguer à leurs enfants et à leurs petits-enfants, ils ont choisi une approche plus positive.

Une approche de confiance et d'ambition. Une approche qui consiste à investir dans la classe moyenne et à offrir une aide concrète aux personnes qui travaillent fort pour en faire partie.

C'est exactement ce que notre gouvernement a fait, année après année, budget après budget.

L'une des premières choses que nous avons faites en tant que gouvernement a été de demander au 1 % des plus riches de payer un peu plus afin de réduire les impôts de la classe moyenne.

Ensuite, dans notre premier budget en 2016, nous avons aboli l'ancien système de prestations pour enfants qui nous voyait verser des chèques aux millionnaires, et nous avons instauré l'Allocation canadienne pour enfants afin d'aider plus de familles à composer avec le coût élevé associé au fait d'élever des enfants.

Grâce à ces deux mesures, une famille typique de quatre personnes de la classe moyenne dispose maintenant de 2 000 dollars de plus chaque année, comparativement à l'été 2015.

Réfléchissons à ce que cela représente pour les enfants canadiens qui ont le plus besoin d'aide.

Au cours de deux petites années, Monsieur le Président, entre 2015 et 2017, l'ACE a contribué à sortir près de 280 000 enfants de la pauvreté. Ces 280 000 enfants ont désormais un meilleur départ dans la vie et un plus brillant avenir.

Mais ce n'est pas tout, Monsieur le Président.

Afin que les villes où nous vivons deviennent de meilleurs milieux de vie, nous avons effectué des investissements importants et sans précédent dans les infrastructures. Plus de 33 000 projets ont été approuvés au cours des années qui ont suivi – dont la vaste majorité sont déjà en cours et créent de bons emplois pour la classe moyenne dans les communautés de l'ensemble du pays.

Pour aider les étudiants à progresser, nous avons augmenté les montants des bourses d'études canadiennes.

Pour aider les aînés les plus vulnérables, nous avons majoré la prestation complémentaire au Supplément de revenu garanti.

Pour donner aux Canadiens plus de confiance en l'avenir, nous avons renforcé le Régime de pensions du Canada. Cette mesure assurera une plus grande sécurité du revenu aux travailleurs canadiens lorsque ce sera leur tour de prendre leur retraite.

Pour faire en sorte que les petites entreprises puissent réussir et créer davantage d'emplois plus facilement, nous avons réduit le taux d'imposition des petites entreprises – deux fois.

Et pour aider à protéger la santé de notre planète, nous avons mis un prix sur la pollution. Pour rendre une économie plus verte plus abordable pour les Canadiens, nous remboursons toutes les sommes que nous percevons directement du prix sur la pollution. Chaque sous.

Monsieur le Président, ce ne sont là que les faits saillants des trois dernières années et demie au cours desquelles nous avons travaillé fort, tous les jours, pour renforcer et faire croître la classe moyenne et rendre le coût de la vie plus abordable pour les familles canadiennes qui travaillent fort.

Monsieur le Président, par rapport à la situation d'il y a à peine quelques années, notre économie se porte très bien.

Depuis novembre 2015, grâce à leur travail acharné, les travailleurs canadiens ont créé plus de 900 000 nouveaux emplois, dont la plupart sont à temps plein.

Au cours de la dernière année à elle seule, plus de la moitié – soit 54 % – de tous les nouveaux emplois créés ont été occupés par les femmes talentueuses, ambitieuses et vaillantes du Canada.

C'est ce qui peut se produire lorsqu'on investit dans la classe moyenne, Monsieur le Président.

On obtient les taux de chômage les plus faibles depuis plus de 40 ans...

On voit des familles canadiennes qui disposent de 2 000 dollars de plus cette année – et chaque année qu'elles n'avaient en 2015.

Et on se retrouve avec un pays où la classe moyenne est forte et en croissance, dans une économie qui fonctionne pour tout le monde – pas seulement les plus riches.

Toutefois, nous devons garder ces chiffres positifs en perspective, Monsieur le Président.

Dans l'esprit d'une jeune personne qui éprouve de la difficulté à trouver un emploi valorisant, un taux de chômage faible a probablement peu de valeur. Elle voudra simplement la chance de gagner sa vie de manière convenable en faisant un travail qui lui tient à cœur.

Ou, à l'autre bout du spectre, par exemple, une personne qui possède une expérience de travail de quelques dizaines d'années peut s'inquiéter de la possibilité que le bon emploi qu'elle occupe aujourd'hui n'existe peut-être pas dans cinq ou dix ans. La vigueur du produit intérieur brut (PIB) a peu de valeur si l'emploi nécessaire pour subvenir aux besoins d'une famille en jeu.

Il y a un sentiment d'incertitude croissant qui prend racine à l'échelle mondiale, Monsieur le Président, et le Canada n'en est pas à l'abri.

Un bon emploi, la capacité de joindre les deux bouts et l'opportunité de se bâtir une vie qui est au moins aussi bonne que celle de ses parents, c'est ce que nous voulons tous, Monsieur le Président.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan concret et responsable qui répond à ces préoccupations très réelles.

Pour bâtir un pays fort et une économie forte. Pour donner à chaque Canadien des chances de réussir.

À ce chapitre, notre gouvernement s'est exprimé clairement depuis le premier jour.

Nous allons investir dans la classe moyenne et dans ce qui tient le plus à cœur aux Canadiens : de bons emplois, des communautés fortes, un environnement sain et de meilleures opportunités pour les générations futures.

Nous allons travailler fort pour bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde et qui donne à chaque personne des chances réelles et égales de réussir.

Et nous allons faire des investissements pour assurer la croissance de l'économie à long terme, tout en nous rapprochant d'un budget équilibré.

Dans ce budget, Monsieur le Président, nous poursuivons la mise en œuvre de notre plan d'investir dans la classe moyenne, un plan réussi dont les preuves ne sont plus à faire.

Plus que toute autre chose, investir dans la classe moyenne signifie investir dans les gens.

Cela signifie prendre des mesures pour s'assurer que plus de Canadiens ont les moyens d'habiter un logement sûr et sécuritaire, un endroit qu'ils sont fiers d'appeler leur chez-soi.

Cela veut également dire de se préparer pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain : aider les gens à obtenir les compétences dont ils ont besoin pour trouver un bon emploi puis le garder, ou à obtenir la formation professionnelle qui les aidera à décrocher un nouvel emploi stable pour les années à venir.

Cela signifie faire en sorte que plus de Canadiens pourront vivre une retraite sûre et digne après une vie entière de travail acharné.

Et cela signifie s'assurer que les gens peuvent se procurer les médicaments dont ils ont besoin pour rester en santé.

Le budget de 2019 répond à chacune de ces préoccupations.

Monsieur le Président, en matière de logement, nous avons entendu les points de vue de Canadiens dans des communautés de toutes les tailles, y compris nos plus grandes villes comme Toronto et Vancouver.

Ils nous ont dit que trouver un logement abordable représente plus qu'un simple défi.

Pour trop de Canadiens qui travaillent fort, surtout chez les jeunes, cet objectif semble inatteignable.

Il n'y a pas suffisamment de maisons à acheter ou d'appartements à louer. Il est donc trop coûteux, ce bon endroit où vivre – au-delà des moyens de bon nombre de gens.

Le budget d'aujourd'hui comprend des mesures pour augmenter l'offre de logements parce que nous savons qu'il s'agit de la manière la plus efficace pour rendre le logement plus abordable du logement à long terme.

De plus, nous sévrons contre les personnes qui ne respectent pas les règles, celles qui évitent de payer l'impôt, ou qui ont recours aux propriétés immobilières pour pratiquer le blanchiment d'argent. Elles rendent le logement moins abordable pour les gens qui en ont besoin.

Afin d'aider plus de familles de la classe moyenne à se trouver un logement abordable aujourd'hui, nous offrons une nouvelle mesure de soutien ciblée pour les acheteurs d'une première propriété.

Ce soutien comprend l'augmentation de la limite des retraits d'un REER dans le cadre du Régime d'accession à la propriété. Ce changement, qui fait passer le plafond de 25 000 à 35 000 dollars, tient compte des prix actuels des maisons.

Ce soutien comprend une nouvelle initiative, l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, qui permettra aux acheteurs d'une première propriété admissibles de financer une partie de leur achat au moyen d'un prêt hypothécaire avec participation auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la SCHL.

L'incitatif procurerait aux acheteurs admissibles une nouvelle source de fonds qu'ils pourraient utiliser pour aider à réduire leurs coûts mensuels.

Par exemple, une personne qui veut acheter un nouveau condo au prix de 400 000 dollars pourrait se prévaloir de l'Incitatif pour obtenir 10 % de ce montant, soit 40 000 dollars. Cet ajout à la mise de fonds fait diminuer le montant du prêt hypothécaire assuré, réduisant ainsi les paiements hypothécaires de plus de 225 dollars par mois, c'est-à-dire plus de 2 700 dollars par année.

Voilà une aide concrète pour les gens qui souhaitent devenir propriétaires. Pour les jeunes. Pour les familles. Pour les Canadiens qui n'ont besoin que d'un coup de pouce supplémentaire pour réaliser leur rêve d'être propriétaire d'un logement.

Nous avons également entendu des travailleurs canadiens nous dire qu'ils sont inquiétés par l'évolution du monde de travail.

Parmi ces Canadiens, on compte des jeunes et des personnes au chômage qui ont besoin d'aide pour intégrer le marché du travail.

On compte aussi des travailleurs plus expérimentés qui se demandent si leurs compétences actuelles pourraient ne pas leur suffire pour trouver et garder de bons emplois jusqu'à leur retraite, ou qui souhaitent acquérir de nouvelles compétences afin d'avancer dans leur milieu de travail actuel.

Notre gouvernement estime que les Canadiens, à tous les stades de leur vie professionnelle, devraient avoir l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences pour avoir le contrôle de leur avenir.

Afin d'aider les travailleurs canadiens à acquérir ces compétences, nous présentons un nouveau programme : l'Allocation canadienne pour la formation.

Il s'agit d'une allocation personnalisée et transférable qui aidera les gens à planifier, et à obtenir, la formation dont ils ont besoin.

Elle est composée d'un crédit d'impôt pour la formation qui donnera aux travailleurs canadiens 250 dollars chaque année, montant qu'ils pourront appliquer à leurs frais futurs. Le montant cumulatif de ce crédit peut atteindre 5 000 dollars au cours d'une carrière.

Elle comprend également une allocation de soutien à la formation versée dans le cadre du programme d'assurance-emploi. Grâce à ce soutien, les travailleurs n'auront pas à choisir entre leurs besoins de formation et les besoins de leur famille. Ils pourront prendre le temps qu'il faut pour acquérir de nouvelles compétences, sachant qu'ils ont de l'aide pour couvrir leurs dépenses de tous les jours.

Et, enfin, nous prévoyons adopter des dispositions concernant les congés, en collaboration avec les provinces et les territoires, afin que les travailleurs puissent s'absenter du travail pendant la période de la formation, sans crainte de perdre leur emploi.

Cet ensemble de mesures signifie que les travailleurs canadiens auront droit à quatre semaines de formation tous les quatre ans – et jusqu’à concurrence de 1 000 dollars pour les aider à payer les frais de formation, ainsi qu’un soutien pour aider à compenser la perte de revenu pendant la période de formation, et l’assurance qu’ils auront encore un emploi après la formation.

Cette allocation donnera aux travailleurs canadiens plus de confiance en leur capacité de subvenir aux besoins de leur famille dans les années à venir.

Pour les employeurs, cette allocation se traduira par une main-d’œuvre qui a les compétences et la confiance nécessaires pour contribuer à la croissance de leur entreprise... et celle de notre économie.

Et, afin que les petites entreprises n’aient pas à payer les coûts de cette nouvelle allocation, nous instaurerons une nouvelle réduction de leurs cotisations d’assurance-emploi.

Même si l’Allocation canadienne pour la formation aidera les travailleurs du pays à réussir, nous savons aussi qu’il faut en faire plus pour aider les jeunes Canadiens à bien commencer leur vie professionnelle.

C’est pourquoi nous agissons pour rendre l’éducation plus abordable, réduisant les taux d’intérêt des prêts d’études canadiens et des prêts canadiens aux apprentis.

Pour les 99 % des étudiants qui ont un prêt d’études canadien à intérêt variable, le taux d’intérêt sera ramené au taux préférentiel.

Et parce que nous savons que les jeunes veulent avoir plus d’occasions d’apprendre pendant qu’ils travaillent et de travailler pendant qu’ils apprennent, nous élargissons le Programme de stages pratiques pour étudiants, afin que les étudiants de tous les domaines – et pas seulement les mathématiques et les sciences – puissent obtenir de bons stages pratiques et acquérir l’expérience dont ils ont besoin.

Il s’agit d’une mesure ambitieuse, Monsieur le Président.

Dans ce budget, nous fixons un objectif de créer jusqu’à 84 000 nouveaux stages pratiques pour étudiants par année, d’ici cinq ans, dans l’ensemble du Canada. Il s’agira d’une étape importante afin que, d’ici dix ans, chaque jeune Canadien qui souhaite obtenir un stage de travail soit en mesure de le faire.

Nous avons également entendu des Canadiens dire qu’ils croient fermement – tout comme notre gouvernement – qu’aucun Canadien ne devrait se passer des médicaments dont il a besoin, simplement parce qu’il n’a pas les moyens de les payer.

Toutefois, la réalité, c’est que trop de nos amis et de nos voisins peinent à supporter le fardeau des coûts de médicaments qui sont parmi les plus élevés au monde.

Lorsque les gens ne peuvent pas se procurer les médicaments dont ils ont besoin, ils sont en moins bonne santé et moins en mesure de contribuer – dans leur vie familiale, au travail et dans leur communauté. Monsieur le Président, nous en payons tous le prix.

Et, par conséquent, orientés par les travaux préliminaires du Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime d'assurance-médicaments national, nous allons de l'avant.

En premier lieu, nous collaborerons avec les provinces, les territoires et les intervenants pour mettre sur pied une agence canadienne des médicaments, qui pourrait exercer son pouvoir d'achat afin de réaliser des économies d'échelle en négociant de meilleurs prix de médicaments sur ordonnance au nom des Canadiens.

Cette mesure aiderait les Canadiens – les aînés, par exemple – et leur famille à se procurer les médicaments dont ils ont besoin. Elle favoriserait la viabilité des régimes d'assurance auxquels ils se fient aujourd'hui, et préparerait le terrain pour un régime d'assurance-médicaments national à l'avenir.

En deuxième lieu, pour aider les Canadiens à obtenir les médicaments sur ordonnance dont ils ont besoin, peu importe où ils vivent, la nouvelle agence collaborera avec les provinces et les territoires afin de déterminer quels médicaments offrent le meilleur rapport qualité-prix pour les Canadiens aux quatre coins du pays.

Et, en troisième lieu, afin d'aider les Canadiens atteints d'une maladie rare à pouvoir obtenir les médicaments dont ils ont besoin, nous prendrons des mesures en vue de rendre plus accessibles certains médicaments les plus coûteux, dans le cadre d'une Stratégie nationale pour les médicaments dispendieux pour le traitement des maladies rares.

Les parents d'enfants atteints d'une maladie rare connaissent trop bien ces coûts. Mais il ne s'agit pas d'une simple question d'argent pour ces mères et ces pères, Monsieur le Président. Ce sont aussi les nuits passées à dormir côté de leurs enfants à l'hôpital. C'est une préoccupation constante qui ne disparaît jamais. Et c'est savoir à quel point leurs enfants seraient plus heureux et se porteraient mieux s'ils pouvaient obtenir le traitement dont ils ont besoin.

Nous avons l'occasion d'aider ces familles, Monsieur le Président, et nous allons saisir cette occasion.

Nous savons, Monsieur le Président, qu'il faudra plus que ces mesures pour combler les lacunes vécues par les gens qui ont besoin de médicaments sur ordonnance et n'ont pas les moyens de se les procurer.

Toutefois, les mesures que nous prenons représentent d'importants premiers pas sur la voie de la création d'un régime qui aidera tous les Canadiens à obtenir les médicaments dont ils ont besoin.

Nous allons collaborer étroitement avec les provinces et les territoires, ainsi que d'autres partenaires, dans ce dossier. Et nous sommes impatients de recevoir le rapport final du Conseil consultatif, plus tard au printemps.

Notre régime de soins de santé universel et public est une source de fierté pour les Canadiens... et une source de force pour notre pays.

C'est une institution que nous renforçons grâce à ce budget, à mesure que nous nous approchons de l'adoption d'un régime d'assurance-médicaments national pour tous les Canadiens.

Avec ce budget, nous en faisons également plus pour les aînés canadiens, Monsieur le Président.

Les femmes et les hommes qui ont travaillé fort pendant toute leur vie méritent une retraite sûre et digne, sans soucis financiers.

Nous avons aidé ces Canadiens en augmentant la prestation complémentaire au Supplément de revenu garanti versée aux aînés vivant seuls, en augmentant le montant des prestations reçues par près de 900 000 aînés à faible revenu et en sortant environ 57 000 aînés de la pauvreté.

Nous avons également aidé à retourner des milliers de dollars dans les poches des Canadiens lorsqu'ils deviendront des aînés en rétablissant l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse à 65 ans.

Avec ce budget, nous prenons des mesures supplémentaires pour assurer une meilleure sécurité financière aux Canadiens lors de leur retraite.

Afin que tous les travailleurs canadiens tirent pleinement profit des prestations du Régime de pensions du Canada auquel ils ont participé, nous inscrirons de façon proactive les cotisants âgés de 70 ans ou plus en 2020 qui n'auront pas encore demandé à recevoir leurs prestations de retraite.

Grâce à ce changement, jusqu'à 40 000 aînés commenceront à toucher 300 dollars supplémentaires par mois, en moyenne, à compter de l'année prochaine.

Et, afin d'aider les travailleurs aînés à faible revenu, nous bonifions l'exemption de gains du Supplément de revenu garanti de manière à ce que les aînés qui veulent continuer à travailler puissent conserver une plus grande part de leur paye et de leurs prestations.

Même s'il est important de continuer d'investir dans les gens pour arriver à un succès collectif, nous savons aussi qu'il est essentiel d'investir pour bâtir un Canada meilleur.

Cela signifie bâtir des communautés fortes.

L'une des façons de faire cela consiste à veiller à ce que nos villes et villages aient les ressources dont ils ont besoin pour investir dans les priorités locales – soit le prolongement d'un circuit de transport en commun, soit la réparation de nids de poule au printemps, soit la construction d'un nouveau terrain de jeu ou d'un jardin communautaire.

Afin que nos communautés reçoivent l'aide dont elles ont besoin et que les fonds affectés aux communautés soient investis comme prévu, nous accorderons aux municipalités une bonification ponctuelle sous forme de fonds complémentaires, doublant ainsi l'engagement fédéral de cette année prévu dans le cadre du Fonds de la taxe sur l'essence.

Les transferts de fonds aux communautés permettent la réalisation de projets, Monsieur le Président. Des projets comme le kiosque du parc Minto, à Dawson City, l'installation d'un terrain de soccer du parc Emerald à Edenwold, en Saskatchewan, et l'amphithéâtre Armand-Lavoie de Tracadie, au Nouveau-Brunswick.

Monsieur le Président, les communautés de notre pays sont l'une de nos priorités. Nous leur avons promis cet appui, et nous tenons parole.

Nous savons aussi, Monsieur le Président, que dans le monde connecté d'aujourd'hui, il est plus important que jamais pour les Canadiens d'avoir un accès rapide et fiable à l'Internet.

Des petites entreprises à la recherche de clients aux quatre coins du monde... aux aînés qui souhaitent maintenir le contact avec leur famille et leurs amis... en passant par les étudiants des collèges qui veulent passer l'été à la maison tout en suivant des cours en ligne ou postuler pour un emploi... pour ces personnes, l'Internet à haute vitesse est une nécessité et non un luxe.

Et, c'est pourquoi, dans le budget d'aujourd'hui, nous annonçons un nouveau plan national pour atteindre cet objectif.

D'ici 2030, tous les foyers et toutes les petites entreprises du Canada auront accès à un service Internet haute vitesse, peu importe où ils se trouvent au pays.

Les travaux à cette fin sont déjà en cours. Avec le soutien offert par l'Incitatif à l'investissement accéléré instauré l'automne dernier, les fournisseurs de services sont déjà à l'œuvre pour faire parvenir l'Internet haute vitesse à plus de ménages canadiens situés en milieu rural ou éloigné.

Bâtir un meilleur Canada, c'est aussi aider les gens à faire partie de l'économie propre – avec des factures d'énergie abordables et des moyens de transport plus écologiques.

C'est pourquoi, dans ce budget, nous prenons des mesures pour rendre les véhicules zéro émission plus abordables pour plus de gens, en adoptant au nouvel incitatif fédéral pouvant atteindre 5 000 dollars à l'achat de véhicules à batterie électrique ou à piles à hydrogène par les Canadiens qui souhaitent effectuer la transition et payer moins cher à la pompe.

Nous offrirons également la déduction immédiate d'un éventail complet de véhicules zéro émission afin que les entreprises qui souhaitent convertir leur parc de véhicules puissent recouvrer cet investissement plus rapidement.

Afin de rendre les factures d'électricité plus abordables, nous établirons un partenariat avec la Fédération canadienne des municipalités en vue d'offrir du financement pour accroître l'efficacité énergétique des logements et des petites entreprises.

Cette mesure aidera à soutenir les rénovations d'amélioration énergétique – comme de nouveaux systèmes de chauffage de l'eau ou des panneaux solaires photovoltaïques – qui peuvent réduire les factures mensuelles.

D'autre part, Monsieur le Président, nous savons que bâtir un Canada meilleur doit nécessairement inclure des progrès au chapitre de la réconciliation avec les peuples autochtones.

C'est pourquoi le budget de 2019 comprend d'importantes nouvelles mesures visant à faire avancer l'autodétermination et à améliorer la qualité de vie des Premières Nations, des Inuits et de la Nation métisse.

Il comprend de nouveaux investissements pour respecter le principe de Jordan, afin que les enfants des Premières Nations puissent obtenir l'aide dont ils ont besoin au moment et à l'endroit où ils en ont besoin.

Il comprend un nouveau soutien pour les langues autochtones, pour les entrepreneurs et entreprises autochtones, pour la santé mentale, et pour les soins à domicile et l'intervention d'urgence, qui sont tous des éléments essentiels de communautés autochtones saines et prospères.

Et, ce qui est d'une importance encore plus capitale, Monsieur le Président, le budget prévoit des investissements continus pour veiller à ce que ces communautés aient accès à de l'eau potable et propre.

À l'heure actuelle, certains enfants vivant dans des réserves au Canada ne peuvent boire l'eau du robinet de leur résidence sans risque ou s'en servir se baigner dans une aire de jeu. C'est inacceptable!

Nous continuerons donc à travailler fort et à faire les investissements nécessaires pour finalement corriger cette situation.

Nos efforts ont permis de lever plus de 80 avis d'ébullition à long terme, et nous sommes sur la bonne voie pour parvenir à l'élimination de tous ces avis au cours des deux prochaines années.

Monsieur le Président, j'ai ici fait part de certains détails sur la signification du budget de 2019 pour la classe moyenne et les personnes qui travaillent fort pour en faire partie, pour les travailleurs canadiens, pour les jeunes et aînés canadiens, et pour les peuples autochtones.

Toutefois, je veux indiquer très clairement qu'il s'agit d'un budget pour les gens et les communautés de l'ensemble du pays.

Je parle ici des personnes qui se rassemblent pour apprendre, travailler ou prier. Peu importe où ils se rassemblent, les Canadiens devraient toujours se sentir en sécurité. C'est pourquoi, dans ce budget, nous doublons nos investissements en vue de protéger nos communautés contre les crimes motivés par l'intolérance et la haine.

Afin de mieux combattre le racisme au Canada, nous adoptons une nouvelle stratégie de lutte contre le racisme.

En reconnaissance de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine des Nations Unies, nous collaborerons avec les leaders communautaires en vue de célébrer et de mieux faire connaître les communautés de Canadiens noirs.

Afin de donner à plus de personnes ici au Canada et à l'étranger la chance de voir, d'entendre et d'apprécier nos artistes talentueux et variés, nous faisons des investissements qui appuieront nos musiciens et la présence de festivals et de séries de spectacles artistiques dans plus de communautés de toutes les régions du pays.

Le Canada est également un pays où nous nous entraïdons, y compris dans les cas de détresse mentale qui mettent la vie en danger.

Afin d'appuyer les personnes qui ont besoin d'un soutien immédiat en cas de crise, nous collaborerons avec des partenaires dévoués et expérimentés en vue d'appuyer un service pancanadien de prévention du suicide. Ce service sera disponible en français et en anglais, par téléphone, par textes ou par clavardage, en tout temps. Afin que personne ayant besoin d'aide n'en soit privé.

Pour les résidents des Prairies et de l'ouest canadien qui sont gravement malades ou blessés et qui ont besoin d'une aide médicale urgente, nous investissons 65 millions de dollars dans de nouveaux hélicoptères ambulanciers d'urgence pour le Shock Trauma Air Rescue Service, ou STARS.

Puisque nous savons que les Prairies sont particulièrement vulnérables aux événements météorologiques extrêmes qui vont de pair avec les changements climatiques, et parce que nous reconnaissons le travail de nos agriculteurs et nos éleveurs – qui nous aident à nous nourrir et à assurer la vigueur de notre économie – nous collaborerons avec nos partenaires de l'ouest en vue d'élaborer un plan de protection de l'eau et du sol dans les Prairies.

Afin de nous assurer que les agriculteurs canadiens des secteurs des produits laitiers, de la volaille et des œufs pourront continuer à fournir aux Canadiens des produits de haute qualité dans un monde où le commerce est plus libre, nous mettrons à la disposition des agriculteurs soumis à la gestion de l'offre un programme de protection du revenu, ainsi qu'une mesure visant à protéger les investissements que ces agriculteurs ont déjà faits dans leurs contingents de production.

Et, à l'est, afin de maintenir des services de traversier sécuritaires et fiables auxquels se fient les gens dans l'Atlantique, nous élargirons le soutien des services existants et chercherons à acheter trois nouveaux traversiers modernes.

Monsieur le Président, dans les communautés partout au pays, des centaines de milliers de Canadiens sont atteints du cancer. Chaque jour, environ 565 personnes reçoivent un diagnostic de cancer et environ 220 personnes meurent de cette maladie. Le cancer affecte toutes les communautés ainsi que la plupart des familles au pays.

Afin d'aider et d'offrir de l'espoir à un plus grand nombre de patients atteints du cancer et leur famille, nous verserons à l'Institut de recherche Terry Fox jusqu'à 150 millions de dollars pour appuyer la mise en place d'un réseau national de centres de cancérologie Marathon de l'espoir.

La démence est une autre maladie qui touche la vie de millions de Canadiens. Dans ce budget, nous investissons 50 millions de dollars à l'appui de la première stratégie nationale sur la démence du Canada, afin d'améliorer la qualité de vie des personnes qui en sont atteintes et de s'assurer que leurs aidants naturels, qui sont surtout des femmes, obtiennent l'aide et le soutien dont ils ont besoin.

Afin de nous assurer que notre système d'immigration est équitable et efficace – et qu'il appuie la réputation du Canada en tant que pays accueillant où règne la primauté du droit – nous investirons dans une stratégie exhaustive en matière de protection frontalière en vue de mieux détecter et intercepter les personnes qui entrent irrégulièrement au Canada et qui tentent d'exploiter notre système d'octroi de l'asile.

Nous renouvellerons également notre stratégie au Moyen-Orient pour deux autres années – à l'appui d'activités humanitaires, de développement, de stabilisation, de sécurité et du renseignement, ainsi que d'activités diplomatiques dans toute la région – en plus de notre contribution militaire.

Et, afin de rendre notre régime fiscal plus équitable, nous agissons pour limiter les avantages que des cadres de grandes entreprises bien établies tirent de la déduction pour option d'achat d'actions, tout en veillant à ce que les employés ordinaires ne soient pas touchés et que les entreprises canadiennes en démarrage ou émergentes continuent à croître, à attirer du talent et à créer davantage d'emplois.

Monsieur le Président, je vous parle aujourd'hui d'un programme ambitieux.

Mais nous sommes certains qu'il s'agit du bon plan – et de la voie responsable – pour bâtir un pays meilleur et un monde meilleur.

Monsieur le Président, nous vivons dans un monde en évolution rapide.

Les Canadiens comprennent cela.

Ils savent que nous ne pouvons pas mettre fin aux tendances qui transforment déjà le monde qui nous entoure, comme les nouvelles technologies et l'automatisation.

Tout ce qu'ils demandent c'est la chance de s'orienter dans ce nouveau monde, avec l'aide du gouvernement, afin qu'ils puissent avoir les meilleures chances de bâtir un bon avenir pour leurs enfants et leurs petits-enfants et pour eux-mêmes.

C'est ce que nous faisons dans ce budget, Monsieur le Président.

Nous investissons dans la classe moyenne et dans son avenir.

Afin que les jeunes aient déjà l'expérience dont ils ont besoin pour obtenir un bon emploi au moment où ils terminent leurs études. Avec un prêt d'études qu'ils ont les moyens de rembourser et une chance réelle de devenir propriétaire d'un logement.

Afin que les aînés puissent envisager avec optimisme le temps qu'ils passeront avec leur famille et leurs amis lorsqu'ils seront à leur retraite, plutôt que de s'inquiéter à propos de leurs factures mensuelles.

Afin que chaque Canadien puisse envisager son avenir avec optimisme et être confiant d'avoir une place dans un monde en évolution.

Et, afin que les jeunes Canadiens – comme ceux avec lesquels j'ai passé du temps la semaine dernière à Toronto – puissent grandir dans aucune barrière ne les retient.

Voilà ce qui est en jeu, Monsieur le Président.

Et voilà ce que nous pouvons accomplir ensemble lorsque nous investissons dans la classe moyenne.

Je vous remercie.